

Lycée Français de Bucarest « Anna de Noailles »

Version Publique

Compte rendu de la réunion du Comité de Gestion du 10 novembre 2009

Le comité de gestion s'est réuni en séance plénière le **10/11/2009 à 20h** dans les locaux du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles.

1. Participants:

Parents d'élèves élus titulaires

SBA	M. Stéphane BATOUX	stephane.batoux@danone.com
BDS	Mme Béatrice DE SOETE	tom.desoete@free.fr
FDE	Mme Frédérique DECHERF	decherffred@hotmail.fr
AGR	M. Alexis GRESSIER	alexis.gressier@gmail.com
BLE	M. Bruno LEROY	bruno.leroy@gide.com
FMA	M. François MARCHAND	fmarchand@auchan.ro
DPA	Mme Denisa PARJOL	denisa.parjol@yahoo.fr
PHP	M. Philippe PLATON	philippeplaton@gmail.com
TSO	M. Thierry SOUCHE	thierry.souche@gmail.com

Parents d'élèves élus suppléants

VBR	M. Vincent BRIOT	vincent.briot@edipress.ro
RJA	M. Roland JABER	roland_jaber@hotmail.com

Administration:

DSO	M. Denis SORIOT	denis.soriot@diplomatie.gouv.fr
LBE	Mme Lucile BRUAND- EXNER	Lucile.bruand-exner@diplomatie.gouv.fr
VCA	M. Vincent CAUMONTAT	vincent.caumontat@diplomatie.gouv.fr
MLO	M. Michel LOSTANLEN	lfbadn.proviseur@lyfrabuc.ro
ACH	M. Adel CHEKIR	lfbadn.directeur@lyfrabuc.ro
PHU	Mlle Patricia HUBERT	patricia_hubert@lyfrabuc.ro

Secrétaire du Comité de gestion

LLR	Mme Lenka LE ROY	lenka_leroy@lyfrabuc.ro	+40 756 078 856
-----	------------------	--	-----------------

Représentants du personnel

NDU	Mme Nathalie DUFAUX	nathalie_dufaux@lyfrabuc.ro
ASR	Mme Anne Sylvie REY GORREZ	as_rey@lyfrabuc.ro

Invités

CRM	Mme Cristina MAIER	maierall@yahoo.com
-----	--------------------	--

Absents excuses

Mme Lucile BRUAND-
EXNER

2. Ordre du jour :

Thèmes	Resp. et délai
<p>Approbation du CR du CG du 05.10.2009 CR du CG 05 octobre 2009 approuvé à l'unanimité. La version publique de ce CR sera diffusée sur le site.</p>	
<p>1. Nouveau Lycée TSO présente la situation actuelle. Tenant compte de l'instabilité politique roumaine, il est admis, de commun accord avec l'Ambassadeur et les parents élus du CG, que la concrétisation rapide de l'accès sur le terrain d'Académie est très improbable. Les scénarios à envisager dans cette situation sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> I. Rester dans la même configuration que cette année – c'est-à-dire ne rien faire - scénario exclu II. Garder le collège et le lycée à ADN et installer le primaire en modulaires sur un autre site – deux sites différents, difficile à gérer, cette solution n'a pas le soutien de l'Ambassadeur III. Installation de la totalité de l'établissement en modulaires sur un autre terrain, près du site définitif, ou extension du périmètre IV. Trouver un promoteur qui nous propose un terrain alternatif et une solution en dure clef en main. <p>TSO propose de renoncer définitivement aux scénarios I et II et d'étudier le plus sérieusement possible les scénarios III et IV Scénario III – pour une rentrée 2010 Scénario IV – identifier une solution temporaire pour la rentrée 2010, avec une construction en dur ensuite Les conditions à remplir pour mettre en place un de ces deux scénarios, dans les meilleurs délais sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudier les 2 scénarios en parallèle, avec 2 groupes de travail, pour être en mesure de décider en connaissance de cause - Avoir la structure juridique adéquate - Définir notre capacité de financement, avec plusieurs versions de financement - Préciser l'aide des structures de l'Etat - Adapter le projet programmiste qui existe déjà - Identifier les terrains et approcher les promoteurs potentiels - Obtenir une offre en modulaires pour la solution III <p>Le choix entre le scénario III et le scénario IV devra être pris avant le 15 janvier 2010.</p> <p>Éléments de discussion complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le scénario II est exclu comme hypothèse de travail mais reste la solution de repli si aucun des deux scénarios préférés ne devait être faisable. - L'AEFE (qui ne soutenait pas le scénario II, et devrait avec les mêmes 	<p>TSO, SBA + groupes PPL / BLE PPL / AGR</p> <p>AGR / DSO BDS/CMA/LLR TSO/SBA BDS/CMA/FMA</p>

<p>arguments être en faveur des scénarios III et IV) peut nous accompagner sérieusement dans ce projet, par exemple avec un taux favorable de la couverture des résidents. Présenter rapidement le projet à l'AEFE est un facteur-clé (une seule opportunité par an d'obtenir un soutien financier).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le maire du secteur 1, A. Chiliman, a réitéré son soutien, sur lequel nous devons nous appuyer. <p>LBE – prendre en charge le dossier strictement pédagogique (ARACIP) BDS, CMA et LLR reprendre le pré-programme du programmiste et continuer sur la solution des modulaires en scénario III.</p>	
<p>2. Point sur les modulaires - Prochain CG</p>	<p>BDS, LLR et CMA</p>
<p>3. Commission structure juridique, suite à donner aux premières conclusions</p> <p>Pour la version publique :</p> <p>PPL soumet au CG le CR de la Commission Juridique réunie le 20/09/2009</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les structures existantes <ul style="list-style-type: none"> ○ dénomination floue « Ambassade de France – Lycée Français Anna de Noailles », héritée du passé communiste : pas de personnalité juridique, et statut fiscal incertain ○ APEG, Association Loi de 1901 de droit français : structures ultralégères, dont le rôle est en pratique d'élire les représentants au Comité de Gestion du Lycée. Ne peut pas être l'acteur direct des prochaines phases de développement, et ne se justifie plus par le contexte géopolitique. ○ La Fondation Anna de Noailles : Contrôlée juridiquement par les représentants de l'Etat français, elle a pour vocation de préparer le projet immobilier. • La commission recommande la création d'une entité juridique Roumaine, qui sera un interlocuteur valide pour les autorités Roumaines et apportera une sécurité juridique et fiscale au Lycée. La forme de l'association de droit roumain paraît plus adaptée aux besoins du Lycée AdN, car elle préserve le principe de la gestion parentale sans redondance d'une association et d'une fondation, et elle offre plus de souplesse sur son mode de financement. La Commission recommande, sous réserve de réponse satisfaisante aux questions qui suivent, de dissoudre l'APEG au profit d'une nouvelle association de Droit Roumain. <p>Les aspects suivants restent déjà résoudre au préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reprendre la maîtrise des documents contractuels régissant les rapports avec l'AEFE et de s'assurer qu'ils soient clairs aux yeux des autorités Roumaines. Ces divers documents devront être récupérés par le CG. Au final la nouvelle entité devra reprendre à son compte la Convention 	

<p>AEFE et autres documents.</p> <ul style="list-style-type: none"> Aspects patrimoniaux : la nouvelle Association devra pouvoir récupérer le patrimoine de l'actuelle APEG. Le régime fiscal de ce transfert est à étudier avec soin. <p>Etude fiscale indispensable pour étudier le traitement, dans cette nouvelle configuration juridique, des principaux flux financiers générés par le futur lycée (TVA, impôt sur les bénéfices, retenues à la source sur les transferts de et vers l'AEFE, traitement fiscal du personnel expatrié et résident). Un cabinet reconnu internationalement devra être retenu</p>	
<p>4. Travaux de la Commission Salaires et Contrats</p> <p>4a Point sur les postes</p> <p>La commission a essayé de mettre en place une politique salariale globale cohérente.</p> <p>PHU présente les points abordés :</p> <p>I. Augmentation des salaires par rapport à l'inflation</p> <p>Le CG a adopté le principe d'une augmentation annuelle (au 1 septembre de chaque année) égale au taux d'inflation constaté en Roumanie.</p> <p>Les prévisions d'augmentation budgétées dans le budget 2009 étaient de 10% :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6% pour l'inflation, 2% pour l'augmentation due au mérite 2% pour l'augmentation allouée aux promotions. <p>Le taux d'inflation retenu en septembre 2009 est de 6,2%, rétroactivement appliqués au personnel bénéficiant d'une ancienneté de 12 mois au 1 septembre 2009.</p> <p>Il y a quelques cas d'exception :</p> <ol style="list-style-type: none"> les nouveaux contrats et les contrats postérieurs au 1^{er} septembre 2008 le personnel qui change de fonctions les personnes qui ont changé de fonction ou qui vont changer – point suivant <p>II. Création de postes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Conseillère - adjoint d'éducation : Proposé à Alexandra MOCANU – 12 ans d'ancienneté, qui est sur un poste de CPE, à plein temps, à partir du 1 septembre 09. Le poste a été défini et encadré dans la grille enseignant Niveau 1, au même niveau qu'un professeur certifié recruté local. Elle a déjà 2 stages à son actif et part prochainement en stage à Ankara. Administrateur réseau: Proposé à Adrian IOSIF – 13 ans d'ancienneté, qui assure le poste d'administrateur réseau depuis le 1 janvier 2009. La commission propose la création de ce poste, avec des responsabilités redéfinies et élargies Le niveau de rémunération fait débat et doit être revu sur la base de comparaisons avec des postes similaires dans le secteur privé. 	<p>Eléments de comparaison FMA et TSO fin semaine prochaine</p>

- La commission propose la création du poste de **Directeur des études**, qui serait confié à Mme Dolly Cian.

MLO expose les motifs pour lesquels il souhaite voir ce poste de directeur des études (voir fiche de poste) ayant les prérogatives d'un proviseur-adjoint, dont l'AEFE a refusé la création l'an dernier, au motif qu'il se justifie seulement pour un lycée de plus de 1200 élèves.

Il va falloir fonctionner avec les ressources locales :

- soit on ouvre ce poste à un recrutement local, il faudrait minimum 2 ans de formation et de terrain pour atteindre les compétences nécessaires.
- soit on attribue ce poste à Mme Cian qui fait un travail équivalent depuis des années.

Avec Alexandra Mocanu en CPE à plein temps, Mme Cian peut très bien assumer les tâches d'un proviseur-adjoint, mais son positionnement hiérarchique n'est pas suffisamment clair. Une description de poste doit être rédigée.

Résultat des votes :

- CPE Adjoint, 12 voix POUR
- Documentaliste, 10 voix POUR et 2 abstentions, et sous réserve de l'accord de la commission salaires, après étude comparative (voir plus haut).
- Directeur des Etudes, Pas de vote. Le cas est ajourné et figurera à l'ordre du jour du prochain CG.

Cas Dolly Cian
remis ODJ
prochain CG
Resp FDE

III. Proposition d'évolution de carrière et de salaires

PHU rappelle que la seule référence utilisée à ce jour par la commission salaires et commission recrutement était la grille d'entrée.

Dans certains cas des négociations se sont déroulées, ainsi nous nous trouvons face à des situations inégales qu'il est important de régler.

FDE, rapporteur de la commission salaires, souligne la nécessité de faire apparaître les critères de mérite et d'ancienneté au sein de la grille des salaires pour une meilleure lisibilité par tous.

Ces critères doivent faire l'objet d'une définition précise, d'autant plus que cette grille est soumise à l'AEFE. Ces critères aideront à valoriser avec une logique concrète l'augmentation des salaires très bases (4000ron)

MLO présente la grille de salaires rédigée par la commission salaires la semaine dernière et composée de 16 échelons qui fonctionne de la manière suivante :

- une augmentation à l'ancienneté tous les 3 ans
- plus une évaluation annuelle qui décidera de passer d'un échelon à l'autre, avant trois ans (l'inflation n'est pas incluse)

FDE rappelle qu'il reste à préciser dans chaque fiche de poste le lien hiérarchique et qui évalue.

La commission propose au CG ce principe de rattrapage des inégalités induites par l'absence d'une grille de salaires.

Remarques du CG :

<p>MLO – rappelle qu’il est en droit de faire une évaluation administrative, mais au de la, il n’a pas la capacité d’évaluer les professeurs sur des fondements purement pédagogiques. Par contre, des critères d’évaluation liés à la mission de l’enseignant peuvent être identifiés (gestion des élèves, relations avec les familles, investissement dans les projets, etc). Il faut établir une règle d’évaluation et une enveloppe d’augmentation validée par le CG. DSO – souligne que le proviseur doit soumettre cette évaluation à l’inspecteur de l’Académie, être en phase avec sa hiérarchie ; et que cette évaluation ait un statut juridique inattaquable. PHU nous présente quelques exemples de salaires situés sur la grille. AGR – admet le principe de cette grille, mais rappelle qu’il est difficile de la mettre en œuvre chaque année. TSO – suggère pour le fonctionnement futur de soumettre à l’AEFE un mandat d’évaluation soit au proviseur soit ou au DG ? En droit la proposition d’augmentation n’est pas attaquable. Il rappelle qu’il faut établir la référence « zéro » de la grille, traiter les disparités et augmenter les locaux (sauf les deux plus élevés de la grille, Mais indépendamment de la dynamique proposée, nos employés locaux restent très mal payés. ACH – rappelle que dans la problématique des bas salaires il faut réfléchir également aux ASEM. PHU – présente les prochains axes de travail : <ul style="list-style-type: none"> - grilles d’entre - fiche de postes ASEM - convention collective et règlement intérieur Validation par le CG des propositions de la commission salaires – 12 votes POUR</p> <p>4b.Situation des résidents en Histoire Géographie Présentation faite par MLO Thomas Stanescou est professeur d’HG au lycée depuis 1 an ; avec un statut de titulaire non résident (TNR), c’est à dire fonctionnaire français titulaire du CAPES mais sur un poste de recrutement local. Nous avons déjà 2 résidents d’HG qui ne partent pas à court terme.et n’avons pas besoin de 3 résidents en HG de façon durable. Compte tenu des qualités pédagogiques de M. Stanescou la commission propose une période transitoire avec 3 postes de résidents, jusqu’au départ de l’un des résidents actuels. Cette transformation bénéfique pour l’établissement, pourrait avoir effet au 01 janvier 2010 Proposition votée à l’unanimité.</p>	
<p>5. Projet de zone Europe du Sud Est et 6. Cours de Roumain pour personnels Les points 5 et 6 sont reportés à un vote par correspondance électronique. MLO va transmettre aux membres du CG les documents nécessaires à l’analyse de ces dossiers ; le vote par va être exercé par mail</p>	<p>MLO, LLR Avant le prochain CG</p>

Le 20 novembre 2009 le vote par mail a validé à l'unanimité les deux projets proposés.	
Autres points : <ul style="list-style-type: none">- Le proviseur et le directeur confirment la mise en place de toutes les mesures votées pour la prévention de la grippe H1N1	
Fin de la séance à 0 h 30. Prochain CG le mardi 15 décembre à 19h30	